

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2065>



# Collège : dernière année avant la déréglementation totale ?

- Éducation -



Publication date: samedi 26 septembre 2015

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

## **L'actualité pour le collège en cette rentrée 2015, c'est bien évidemment la reprise de l'action pour empêcher la mise en oeuvre dans un an de la « réforme » Vallaud Belkacem qui reprend les recettes libérales déjà mises en oeuvre par Chatel au lycée.**

Mais dès cette rentrée, les nouveautés ne manquent pas. A la question spécifique des SEGPA abordée dans l'article de Bernard Valin s'ajoutent : le remplacement de l'éducation civique par l'Enseignement Moral et Civique, véritable néo catéchisme de la république « sociale-libérale » (sociale ??) à la mode Hollande /Valls dans le cadre du Parcours Citoyen ; la généralisation du Parcours Avenir permettant notamment la « découverte » du monde économique et social dès la 6ème ; le Parcours d'Education Artistique et Culturel sensé « susciter l'appétence pour la culture » ; le développement de l'Accompagnement Pédagogique ; le redoublement « exceptionnel » ; le renforcement du pouvoir du Conseil Pédagogique...

Le tout, sans oublier l'entrée en vigueur de la nouvelle carte de l'éducation Prioritaire, la mise en place des cycles, notamment le cycle III à cheval sur l'école et le collège, celle des nouveaux programmes et la réforme de l'évaluation.

Pour une année de transition, la barque est déjà bien chargée. La question des moyens est le seul « oubli » du ministère. Il s'agit bien évidemment de mettre en place toutes ces nouveautés dans le cadre d'un budget toujours plus contraint au titre du dogme de l'austérité imposé par les institutions européennes et le gouvernement Valls/Macron.

Dans le discours médiatique du MEN, chacune de ces mesures permettra, bien sûr, d'assurer la réussite de tous, de garantir l'égalité, de faire accéder les élèves aux valeurs fondamentales, d'engager les personnels sur la piste de l'accompagnement serré et du renforcement des équipes, etc.

Pourtant, force est de constater qu'on ne perçoit aucune rupture avec les politiques de mise en place de l'école néo-libérale menées depuis des années.

Au-delà des effets d'annonce, il n'y a aucune volonté réelle d'instaurer une école véritablement réductrice des inégalités. Au nom de l'individualisation des parcours ou des apprentissages, c'est bien d'un renoncement à toute ambition collective dont il s'agit.

La réforme de l'éducation Prioritaire est à cet égard symbolique. Au titre du périmètre budgétaire stable et au lieu de prendre en compte toutes les difficultés, on se contente de redistribuer des moyens insuffisants : prendre aux pauvres pour donner, un peu, aux très pauvres...

Face à la poursuite de cette offensive généralisée contre un service public d'éducation réellement émancipateur tel que nous le portons, la lutte est plus que jamais nécessaire.

À nous de convaincre nos collègues et nos organisations de mener cette lutte avec détermination pour imposer une autre réforme du collège, une refonte de l'éducation Prioritaire répondant aux besoins, des moyens pour une véritable démocratisation au collège et l'ambition d'une réelle culture commune pour tous les élèves. ĩ

Julie Siaudeau,  
Laurent Boiron

PS:

## **SEGPA : attention, danger !**

Après plus d'une année de négociations, le ministère a rendu ses conclusions concernant la circulaire SEGPA pour la rentrée 2016.

La SEGPA conserve ses quatre divisions et l'orientation se fera bien en 6ème SEGPA à l'issue de l'école primaire. Il aura fallu que la FSU intervienne à de nombreuses reprises pour que le principe d'un dispositif d'inclusion en lieu et place de la classe de 6ème disparaisse.

Ce dispositif créé en lien avec la loi de refondation Peillon entendait nier la spécificité de la SEGPA : faciliter, dans le cadre des enseignements adaptés, les apprentissages pour les élèves en très grandes difficultés scolaire durables et persistantes.

Les proches du gouvernement, SE-UNSA et SGEN-CFDT, ont essayé coûte que coûte de conserver les notions d'inclusion, ainsi que ce dispositif.

Le travail fédéral a permis aux délégations FSU, à chaque groupe de travail, de leur apporter la contradiction et d'affirmer clairement les mandats de la fédération. Un point crucial a été rappelé : l'inclusion n'est pas le remède miracle à l'échec scolaire, penser cela consiste à refuser les réalités du terrain et mentir aux personnels, aux élèves et aux parents d'élèves.

Mais, poursuivant sa logique de démantèlement, le ministère privilégie encore dans le projet final de circulaire l'inclusion en lieu et place de l'intégration scolaire.

Les risques sont grands de voir la SEGPA se diluer dans le collège à moyen terme et de voir disparaître la spécificité même de l'enseignement adapté. La FSU doit s'opposer à cette dérive.

Il est clair que la démarche fédérale est primordiale. À nous partout où cela est nécessaire de nous en inspirer et à l'ÉÉ de pousser dans cette direction. Ĩ

Bernard Valin